

La situation des travailleuses domestiques : Le cas du Sénégal

Contexte lié à un système capitaliste effréné :

Depuis les années quatre-vingt, les femmes du monde rural sénégalais qui migrent vers les villes sont victimes d'une traite qui ne dit pas son nom à travers le travail domestique. Nombreuses sont les causes qui les poussent à quitter la campagne pour venir travailler comme femme domestique dans les villes. Aucune couverture sociale n'est mise à leur disposition. Elles sont laissées à la merci d'un système capitaliste qui tue leur perspective d'avenir à petit feu et qui fait d'elles pires victimes d'un système social et économique qui les éclipse. En effet, les charges de travail qui leur incombent s'agrandissent de jour en jour en contrepartie d'un revenu dégradant face à un taux d'inflation économique qui ne cessent de croître. Ces travailleuses domestiques présentent une masse économique considérable mais informelle qu'aucune stratégie économique ne prenne en compte. Elles sont victimes d'une double discrimination asymétrique à la fois économique et sociale de l'autre côté elles sont des femmes et font parties d'une couche sociale démunie. D'où la division sexuelle du travail qui accentue la féminisation de la pauvreté de manière inconsciente.

Pourtant, un pays non industrialisé tel le Sénégal ne peut se baser que sur sa ressource humaine fournissant une main-d'œuvre à grand agrégat pour assurer le respect de la satisfaction des besoins minimums. Et cette main-d'œuvre est bien mise en place par une structure coutumière, basée sur le travail domestique, développée par ces femmes venant de la campagne.

Aspect psychologie :

Ces travailleuses domestiques sont plus que conscientes de leur statut de travailleur et prennent ce statut très au sérieux mais le paradoxe est qu'aucun critère, droit et protection ne les définissent sur le plan conventionnel ; leur apport n'est relié à aucune forme de structuration d'une dynamique économique formelle. Elles sont même prêtes à nier leur dignité pour être maintenues dans un système économique qui en a fait des victimes et persiste à taire le mal qui gangrène leur statut professionnel. Elles représentent l'exemple typique des conséquences du système capitaliste nourri par une aspiration sociale qui s'impose aux travailleurs de manière tacite.

L'évolution du marché de travail domestique :

L'évolution de l'emploi domestiques mène vers des horizons plus désastreuses. Les chercheuses d'emploi dans ce marché sont de plus en plus jeunes car les jeunes-filles mineurs (14-17 ans) ont beaucoup de chance d'être embauchés car leurs revenus sont plus réduits. Contrairement à la situation d'antan, ces jeunes-filles ne sont guère analphabètes. En effet, elles abandonnent l'école (la plupart du temps le collège) pour rejoindre leur mère, tante ou sœur qui elles aussi évoluent dans le marché du travail domestique. Donc la classification ne se fait plus seulement par segment de qualification, par besoin ou circonstances mais elle évolue par segment familial. Certaines de ces jeunes-filles travailleuses domestiques scrutent aussi d'autres horizons qui les poussent à migrer vers les pays du Maghreb pour bénéficier de revenus plus conséquents mais avec des conditions de travail beaucoup plus précaires (confiscation passeport, maltraitance physique et verbale, viol etc.). Cette migration se fait de manière clandestine dans un système bien organisé par des passeurs¹.

Des recherches empiriques, permettent aussi de constater l'exploitation de jeunes-garçons venus de certains pays limitrophes du Sénégal (Mali, Guinée) dans le marché du travail domestique avec la complicité de leurs parents. Ces jeunes-garçons mineurs travaillent surtout dans les sites résidentiels et leurs revenus sont directement payés à leurs parents. L'exploitation de ces enfants gagnent du terrain malgré les alertes des Organisations non Gouvernementales locales. Le pire est que ces enfants sont conscients de l'exploitation dont ils sont victimes car ils se révoltent parfois. Ces derniers sont durement réprimés par les parents.

Durant ces sept (7) dernières années, des agences sont créées pour mieux organiser le marché du travail domestique. Mais beaucoup de non-dits sont notés dans leurs pratiques. En effet, elles se charge de trouver un employeur aux femmes qui veulent louer leur service en tant que femme domestique. En contrepartie 10 ou 20 % (en fonction des agences) de leur premier salaire reviendra de droit à l'agence. Mais aucun contrat ne les lie aux chercheuses d'emplois domestiques et il y a nombreuses questions auxquelles, elles refusent de répondre pour disant-elles sécuriser les employeurs. Par exemple : en cas de violence exercée sur la travailleuse domestique par l'employeur, quel sera le rôle de l'agence ? en cas de non-paiement des revenus de la travailleuse

¹ https://acpeumigrationaction.iom.int/sites/default/files/aicha_article_fr.pdf

domestique que fera l'agence ? Est-ce que l'agence fait des enquêtes de moralité sur les employeurs avant de leur affecter une travailleuse domestique ?

L'impact de la COVID sur les travailleuse domestiques :

L'impact de la Covid/ Elles ont été les premières à être impactées par la situation sanitaire provoquée par la covid-19. En effet, avant que les couvre-feux et les confinements n'aient été à l'ordre du jour, elles ont été victimes de licenciements abusifs parce que les employeurs pensaient que les « domestiques » étaient les seuls vecteurs à pouvoir les contaminer car elles empruntent les transports en commun, habitent dans les bidonvilles et évoluent dans des situations précaires. Ce rejet a créé un grand sentiment de frustration à l'égard des travailleuses domestiques. Du jour au lendemain, elles percevaient plus leurs salaires alors qu'elles ne s'étaient pas préparées à un confinement sanitaire comme tout le monde d'ailleurs. Le plan de relance économique déployé par le gouvernement du Sénégal ne les a aucunement mentionnés. La plupart n'ont pas pu reprendre leur ancien poste. La conséquence directe en est que certaines se sont transformées en mendiants le temps de trouver un autre employeur ; celle indirecte est que leur famille restée au village sont impactés (abandon de l'école par leurs enfants, dislocation de leur famille).

L'action des organisations de femmes et ONG pour l'amélioration de la situation des travailleuses domestiques :

L'intervention des organisations de femmes et des ONG pour la protection des travailleuses domestiques est assez timides. On note des téléfilms qui dénoncent la précarité dans laquelle évoluent ces femmes, des séminaires mais aucune autre action décisive n'est notée. Certes ce travail de reconnaissance de la société civile est non négligeable parce que cela a permis les balbutiements d'une organisation au sein des travailleuses domestiques en association. Mais c'est la prise de conscience tardive et le fait que l'accent soit surtout mis sur d'autres domaines que celui-là qui n'en est pas moins important.

L'action des organisations syndicales :

L'Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal (UNSAS) est le seul syndicat du Sénégalais ; qui depuis les recommandations de l'organisation internationale du travail en 2008, d'intégrer les femmes domestiques dans les syndicats ; à mettre en œuvre cette recommandation.

Un setting devant l'ambassade des Emirats Arabes Unis basé à Dakar pour une amélioration des conditions de travail des femmes africaines domestiques dans le Maghreb en 2015. C'était suite à des témoignages de jeunes-filles travaillant comme domestiques dans différents pays du Maghreb qui avaient alarmés l'opinion publique sénégalaise ; que cette manifestation a été organisée.

Création et actions de l'association des travailleuses domestiques au Sénégal :

Formalisé en 2019, l'association des femmes travailleuses domestiques du Sénégal est confrontée des problèmes de moyen pour bien mener ses actions et sa politique de sensibilisation de l'opinion publique sur les conditions de travail de ces femmes. Mais aussi pour organiser des actions en justice suite aux abus dont sont victimes ces membres.

Actuellement, l'association se limite à des séances de formations sur le droit du travail, sur comment utiliser certains appareils électroménagers, des rencontres avec des partenaires financiers pour des propositions de projet.

En 2021, l'association participe à une étude sur la situation des travailleuses domestiques au Sénégal avec l'appui de la Fondation Rosa Luxemburg Bureau Afrique de l'Ouest. Cette étude a pour objet d'édifier sur les causes qui les femmes à quitter le monde rural pour devenir travailleuses domestiques dans les grandes villes. L'étude abordera aussi l'aspect sociologique de la question et tant d'autres aspects. Le document final de l'étude permettra aux syndicats et associations de défense des droits des femmes d'avoir un outil d'estimation qualitatif et quantitatif à travers des données spécifiques pour pouvoir mener un plaidoyer auprès des autorités étatiques.

Analyse générales :

Une fois dans les villes, elles sont confrontées à des situations qui dégradent la dignité humaine. En effet, les grandes villes du Sénégal, particulièrement celle de Dakar, sont témoins d'un afflux massif de jeunes de la campagne. A la recherche d'un emploi de maison, ces jeunes-femmes, souvent dépourvues d'une formation scolaire ou professionnelle appropriée, tendent à vendre leurs services à bas prix. Depuis les lieux de départ, les causes qui les poussent à devenir travailleuses domestiques sont nombreuses. En effet, la rareté des pluies, l'absence de modernisation de l'agriculture, la pauvreté, le chômage, l'absence de réponse à la forte demande sociale et économique sont autant de réalités caractéristiques d'un monde rural sénégalais qui n'offre pas un

réel avenir aux jeunes. C'est sans mentionner d'autres réalités sociales - telles que les divorces, les répudiations, les parcours scolaires instables des filles - qui fragilisent directement l'autonomisation des femmes dans le monde rural alors que dans certaines cultures locales elles représentent les garantes des ressources vivrières familiales. Avec la détérioration de la situation économique et sociale des campagnes, les femmes sont elles aussi poussées à rejoindre les villes.

Parmi les services qu'offrent les femmes venues du monde rural, il y en a un qui est particulièrement prisé par les ménages. Il s'agit du travail domestique : une profession féminisée et nourrie par un système informel avec son lot d'injustices. Le travail domestique de ces femmes migrantes contribue à raffermir la division sexuelle du travail : cette catégorie socio-professionnelle loue ses services aux pontes et à la classe moyenne de la société sénégalaise. Malgré les nombreuses difficultés que bravent ces travailleuses domestiques dans les villes, certaines d'entre elles luttent résolument contre les injustices dont elles sont victimes.

À leur arrivée dans les grandes villes, celles qui n'y ont pas de parent dorment en groupe dans les rues (exemple : sur les bords du canal de Fass Delorme, Colobane, Gueule tapée etc.) D'autres sont accueillies par un oncle, une tante ou par des connaissances, le temps de se trouver un emploi pour se prendre à charge (nourriture, paiement de location, électricité, eau, etc.).

C'est en tapant quotidiennement aux portes des maisons, en se réunissant dans certains carrefours de la ville (exemple : Liberté 6, Pont Foire, terrain de jeu Sacré-Cœur) ou sur recommandation qu'elles peuvent trouver des employeurs qui acceptent de louer leur force de travail moyennent un salaire qui varie selon l'âge, l'expérience, la maturité, la corpulence (les travailleuses jugées plus « moches » par les employeurs ont le plus de chances d'être recrutées et cela pour ne pas éveiller chez leur époux des risques d'attirance envers les travailleuses domestiques). et les tâches à accomplir quotidiennement. Les travailleuses domestiques qui ont la « chance » de remplir toutes les conditions selon les goûts de l'employeur ont « un salaire » qui varie parfois entre soixante-quinze mille (75000) F CFA et quatre-vingt mille (80000) F CFA par mois étant entendu que tout dommage causé à l'employeur (par exemple court-circuiter un matériel électroménager) est généralement l'objet d'une ponction sur leurs revenus mensuels.

Pendant ces dix dernières années, l'offre de travail domestique était largement supérieure à la demande ; d'où une baisse systématique des salaires proposés par les employeurs. Au-delà, la

concurrence des étrangers (souvent des mineures guinéennes et sans papier) - qui acceptent toutes les exigences de certains employeurs - rend la situation plus difficile parce que ces derniers peuvent abuser encore plus de leur vulnérabilité en se payant leurs services au noir et sans aucune protection légale : une forme flagrante de traite des enfants.

Le recrutement des domestiques ne se fait que sur la base d'un simple contrat tacite qui n'inclut pas de déclaration à la caisse de sécurité sociale, pas de congé (annuel, hebdomadaire, maladie ou de maternité), pas de prise en charge médicale (alors que les accidents domestiques sont récurrents et la pénibilité des tâches use physiquement) avec un temps de travail qui peut dépasser treize (13) heures par jour. Et le tout est couronné par des licenciements abusifs et sans préavis encouragés par l'inexistence de contrats légaux qui lient les parties. C'est une profession dans laquelle tous les devoirs pèsent sur les travailleuses alors qu'elles n'ont aucune protection contractuelle en contrepartie. Malgré tout, elles se serrent la ceinture afin que leurs maigres revenus puissent leur assurer une place respectueuse au sein de leur village via l'aide financière qu'elles apportent à leurs enfants et à leur famille au village (achat de denrées alimentaires, acquisition de terres, rénovation des maisons familiales, envois de colis pendant les grandes fêtes, entretien des enfants, achats de semences pour les champs du mari si ce dernier est resté au village, etc.).

Le manque de considération envers le travail domestique a fait des femmes qui l'ont comme profession une catégorie sociale fragile et au bas de l'échelle sociale. Tant bien que mal ces dernières se substituent aux femmes des villes dans certains rôles ménagers qui leur sont traditionnellement affectés par des us et coutumes conservés par un regard social impitoyable jugeant les femmes selon la manière dont elles se débrouillent vis-à-vis des tâches domestiques. Les femmes urbaines doivent faire en sorte que ces tâches domestiques soient accomplies mais elles n'en ont souvent ni le désir ni le temps. C'est pourquoi elles recourent aux travailleuses domestiques. Selon Soukeyna W, travailleuse domestique à Dakar depuis huit (8) ans et membre du regroupement des travailleuses domestiques de Thiès :

« si les femmes arrivent à travailler à tête reposée dans leur bureau c'est bien grâce à nous les travailleuses domestiques. Elles ne peuvent pas assurer la fonction de femme au foyer et leurs activités professionnelles en même temps. Alors plus il y a de femmes intellectuelles qui ont accès à l'emploi plus les travailleuses domestiques en trouvent aussi parce que ce sont elles qui nous emploient. Au-delà des harcèlements sexuels avec souvent comme conséquence les grossesses non

désirées et des enfants non reconnus par leur géniteur, certaines femmes employeuses, pas toutes, sont également à la source de toutes les injustices que nous subissons, c'est difficile à dire mais c'est la pure réalité. »

Au moment où des centaines de millions de francs sont dépensées dans les colloques, conférences, panels par des organisations de femmes pour le respect des droits de ces dernières conformément aux conventions internationales ratifiées par le Sénégal (égalité homme-femme), il y en a qui pourtant partagent nos quotidiens, avec tout ce que cela peut comporter psychologiquement (gérer les mauvaises humeurs de l'employeur, se substituer parfois au rôle de mère, préparer les repas, prendre soin des maisons, des enfants, etc.) mais qui semblent transparentes aux yeux des gens pour qui elles accomplissent tous ces services qui vont souvent même au-delà des tâches qui leur avaient été initialement confiées. Toutefois, nous assistons à une réelle prise de conscience de la part de travailleuses domestiques.

Selon Ndèye Khoudia Ba, psychologue sénégalaise basée à Toulouse², *« cette situation que vivent les femmes travailleuses domestiques constitue une violence à la fois économique et psychologique qui à long terme pousse les victimes soit à sombrer dans une amertume sans précédent ; d'où les symptômes d'une sensibilité à fleur de peau, soit à répondre de manière très négative et violente contre l'auteur de ces injustices. Le manque de respect dont elles sont parfois victimes dans leur lieu de travail porte atteinte à leur dignité et leur crée un déséquilibre psychique : elles ne font plus confiance en leur société, à ces mécanismes de communication, de protection.... »*

Convaincu de pouvoir corriger ces injustices, le syndicat des travailleuses domestiques du Sénégal affilié depuis 2008 à l'Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal (UNSAS), avec l'appui du comité 12 12 (Comité spécial de veille et d'alerte qui regroupe les représentants des cinq centrales syndicales au Sénégal pour la ratification de la convention 189 et la mise en œuvre de la recommandation 201 de l'OIT), réclame la ratification de la convention internationale relative aux travailleurs domestiques (OIT). Selon Ndella Diouf, secrétaire générale de ce syndicat: *« Nous avons toujours été conscientes de ce que nous vivons comme violence, injustice et stigmatisation. Mais nous vivons dans la crainte constante de perdre nos emplois. Maintenant il y a une prise de conscience collective quant aux conditions précaires dans lesquelles nous*

² NDEYE KHOUDIA BA, *La santé mentale des travailleuses domestiques au Sénégal : Etude de cas*, Thèse de doctorat à l'Université Cheikh Anta Diop, Département sociologie, 17 juillet 2004.

travaillons avec nos salaires de misère. Cette prise de conscience est une étape très importante pour nous afin de pouvoir identifier de manière concrète les problèmes auxquels nous sommes confrontés de près ou de loin en tant que travailleuses domestiques. Maintenant, nous essayons de constituer un nombre important et cherchons à rallier les masses des travailleuses domestiques pour que notre voix porte loin car nous voulons une adhésion massive de travailleuses. Nous participons à certains débats à la radio pour parler de nos conditions de travail sur la place publique. Nous avons organisé des marches avec l'UNSAS devant l'Assemblée nationale du Sénégal pour sensibiliser les femmes députées sur la question et nous avons eu des rencontres avec l'ancien ministre du Travail, Mansour Sy. Mais, après la nomination du nouveau ministre, Samba Sy, nous avons l'impression de tout recommencer à zéro dans les négociations avec l'Etat. Nous savons que nous serons les seules à pouvoir faire entendre la cause pour laquelle nous nous battons.

Nous n'avons pas seulement l'État comme interlocuteur mais aussi toute force susceptible de nous aider en acceptant de nous écouter parce que nous sommes les employées de ces autorités politiques qui disent vouloir défendre la nation alors que nous subissons une injustice dans leur propre maison. Contradictoire non ?

Nous voulons désormais que notre emploi soit matérialisé par un contrat de travail pour que nous puissions bénéficier de tous les droits d'un travailleur digne de ce nom pour en finir avec nos bas salaires. Nous constituons un poids économique considérable aussi bien pour la ville que pour nos villages qu'on a quittés. Nous essayons de nous réunir selon un quorum chaque fois que l'une d'entre nous à un problème avec son employeur et nous essayons de lui trouver une solution de manière solidaire. Ce qu'il faut éviter c'est de s'isoler c'est pourquoi nous invitons toutes nos sœurs à nous rejoindre pour défendre notre cause commune. »